

Une demande massive de transmission des savoirs

On pouvait ne pas attendre de retombées majeures du « Débat national sur l'avenir de l'école » lancé à l'automne dernier, dénoncé par certains comme une façon d'enterrer les revendications portées par le mouvement enseignant du printemps précédent, ou critiqué comme invitant à parler de tout (22 sujets extrêmement divers étaient proposés à l'attention des participants) et donc, au bout du compte, de rien. De fait, d'ailleurs, dans le bilan qu'il en présente le 6 avril, Claude Thélot caractérise les opinions collectées de particulièrement « diverses et contradictoires ». Il en dégage pourtant quatre « lignes de force » dont les deux premières, exprimant une demande massive de transmission des savoirs, retiennent l'attention. Pour la première : les 6 sujets les plus souvent retenus dans les 26000 débats et par les 1,5 million de participants manifestent « la volonté de mieux définir les conditions de la réussite des élèves ». Et la seconde rappelle que l'école « doit d'abord s'assurer de la maîtrise des savoirs – notamment les fondamentaux – par les élèves ». Dans un cas comme dans l'autre, ce résultat n'a rien d'anodin, et Claude Thélot s'en est déclaré le premier surpris.

Les participants ont donc rappelé avec force que la transmission des savoirs est la raison d'être de l'école, et que la situation actuelle n'est pas satisfaisante à cet égard. Ils se sont ainsi nettement démarqués de l'opinion émise par les responsables gouvernementaux et les experts qui, en réaction au constat (par une enquête FSU-SOFRES de novembre 2002) d'un rejet majoritaire par les enseignants du principe du collège unique, ont montré qu'ils entendaient plutôt « faire avec » l'échec scolaire (en revenant à une sélection plus précoce, ou en élargissant les missions du collège de façon à ce que même les élèves en difficulté s'y sentent à leur aise), qu'à rendre la transmission des connaissances plus efficace. La préoccupation principale indiquée par ces participants tranche tout autant avec les thèmes qui ont fait l'actualité politico-médiatique de l'école tout au long de l'année 2003, successivement : la mixité, les violences scolaires, le foulard.

On pourrait dire que, ce faisant, ils n'ont pas manqué de discernement, ciblant la question qui sous-tend toutes les autres, même si elle ne les épuise pas. Incivilités et violences à l'école ? Les atteintes à l'ordre scolaire ne sont pas d'abord une affaire de bonne gestion des interactions au sein des établissements, d'instruction civique et d'inculcation du « respect » : les enquêtes menées dans mon centre de recherches montrent que leurs auteurs les plus récurrents sont en décrochage scolaire depuis... le CP. Le port du voile ? Difficile de l'isoler de la montée des communautarismes au sein même de l'école, qui elle-même trouve une condition de possibilité forte dans la ségrégation effective des enfants d'immigrés au sein des établissements les plus discrédités, dans les classes de niveau, les classes d'enseignement spécialisé, les filières les plus dévalorisées. Derrière la polémique sur le voile pointe, là aussi, l'échec de masse des jeunes issus des milieux populaires.

Deux raisons de fond rendent de fait incontournable la question des apprentissages scolaires. D'une part l'instauration de l'école unique a posé à partir des années 1960 le principe du droit de tous à la formation et aux savoirs les plus élaborés. La demande de réussite scolaire dispose aujourd'hui d'une légitimité irrécusable. Contestations et rejets de l'école sont les symptômes insistants de l'absence de réponse à cette interrogation : qu'est-ce que notre société fait de ce droit proclamé il y a plus de quarante ans ? Et l'on ne saurait soutenir, d'autre part, que l'attente des familles entre en contradiction avec les exigences du développement économique et social. Comment admettre l'idée que ceux qui ne sont pas

assez bons en français pourront toujours faire du sport, ou que le retour à une sélection plus précoce des élèves est la bonne solution, à l'heure de la lutte pour le drainage mondial des cerveaux, et alors que la première conclusion de la commission d'experts mise en place par L. Ferry indique que notre système scolaire forme trop de jeunes au niveau CAP-BEP et pas assez au-dessus ?

Second aspect qui se dégage du « grand débat » : l'indispensable amélioration de la transmission des savoirs doit commencer au niveau de l'acquisition des « fondamentaux », du lire-écrire-compter. Là encore ce résultat contraste avec les thématiques dominantes jusque-là, qui s'intéressaient à la réforme du collège en ignorant superbement l'enseignement primaire. Les participants ont visé juste : comment intégrer des connaissances plus élaborées si les acquis de base font défaut ? Vérité banale, que la statistique des parcours vient illustrer de façon spectaculaire. Ainsi de celle-ci, que j'emprunte à ma dernière recherche¹. Si on répartit la population des entrants en 6^{ème} en 1989 en quatre quarts dans l'ordre croissant de leur valeur scolaire au moment de leur arrivée au collège, la proportion de ceux qui auront accédé en seconde générale sans avoir redoublé s'élève, d'un quartile à l'autre, à 8%, 27%, puis 53%, et enfin 86%. Les chances de rattraper une primaire ratée sont infimes, celles de rattraper une primaire médiocre sont très faibles. Le manque d'efficacité des apprentissages élémentaires est bien au cœur de ce qui fait crise aujourd'hui dans notre système éducatif, bien au-delà des 10 à 15% de jeunes qui en sortent chaque année dans un état proche de l'illettrisme.

Soulever la question des apprentissages élémentaires est cependant doublement compliqué. D'abord parce qu'au nom d'une école ouverte à tous ont été mises en place dans l'enseignement primaire des dispositifs de scolarisation d'inspiration rousseauiste et piagétienne, qui ont largement puisé dans l'arsenal du puérocentrisme. Or ces pédagogies « actives », « douces », « concrètes », qui s'avèrent à l'expérience sévèrement élitistes, ont suscité beaucoup d'espoir chez les partisans d'une école démocratique, et leurs principes ont été profondément intégrés par la masse des maîtres. La simple idée d'une mise à plat, d'un réexamen critique, a aujourd'hui quelque chose de scandaleux. Rappelons à cet égard que selon l'enquête FSU de 2002, 63% des enseignants du secondaire, mais 92% des professeurs des écoles, estiment que l'école conduit correctement les apprentissages élémentaires...

En deçà même d'autre part de la question des modes d'apprentissage, la conscience de l'importance des premiers apprentissages (et, du coup, de la difficulté à bien les conduire), semble s'être sérieusement affaiblie dans les jeunes générations de professeurs des écoles. D'après une autre enquête FSU-Sofres de septembre 2000, 70% d'entre eux (d'entre elles, pour l'essentiel) ont d'abord choisi leur métier pour travailler avec des enfants ; 49% donnent la priorité à leur épanouissement contre 19% à la transmission des savoirs, seuls 16% accordant une priorité absolue au lire-écrire-compter. Les propres parcours scolaires de ces enseignants, un recrutement croissant dans les classes moyennes et la féminisation du corps ont sans doute à voir avec cette valorisation de la dimension psychologique de leur mission professionnelle, au détriment de sa dimension cognitive. Et la formation qui leur est dispensée dans les IUFM ne dispose peut-être pas aujourd'hui de l'orientation ni des moyens susceptibles de mieux les préparer au rôle essentiel qu'ils ont à jouer au service d'un système éducatif plus performant, et donc plus démocratique.

[Jean-Pierre Terrail est professeur de sociologie à l'université de Versailles-St-Quentin-en-Yvelines, et membre du laboratoire Printemps-CNRS]

¹ Cf. Jean-Pierre Terrail, *Ecole, l'enjeu démocratique*, La Dispute, Paris, 2004.